

Unité départementale du Hainaut
Équipe V2
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes cedex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SUEZ RV NORD EST

rue de l'égalité
lieudit de la Planchette
59287 LEWARDE

Références : FV2-AM/2022-262
Code AIOT : 0007000461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2022 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 LEWARDE. L'inspection a été annoncée le 24/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 LEWARDE
- Code AIOT : 0007000461
- Régime : Autorisation, IED
- Statut Seveso : Non Seveso

La société SUEZ RV Nord Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire des communes de Lewarde et de Loffre dans le département du Nord (59).

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 09/10/2008, complété notamment par

les arrêtés préfectoraux complémentaires du 20/06/2017 et du 23/07/2021.

Le site est autorisé à admettre 160 000 tonnes de déchets par an. Les déchets admissibles proviennent des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Aisne.

Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 3540 : Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes ;
- 2760-2 : Installation de stockage de déchets non dangereux.

Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED. L'arrêté préfectoral du 09/10/2008 autorise l'exploitation de l'extension de la zone de stockage, dénommée casier 8 (casiers 8a et 8b), pour une durée de 25 ans.

La visite d'inspection a porté sur le récolement des travaux d'aménagement de la cellule 21 du casier 8b avant mise en exploitation.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en exploitation de la cellule 21 du casier 8b

2) Constats

2-1) Cadre réglementaire

D'un point de vue réglementaire, les travaux d'aménagement de la cellule 21 sont encadrés par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/2008 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/07/2021 ;
- l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Par ailleurs, l'article 199 de l'arrêté préfectoral du 09/10/2008 dispose en ses deux premiers alinéas :
« Avant le début des opérations de stockage, l'exploitant doit informer le préfet de la fin des travaux d'aménagement par un dossier technique réalisé par un organisme tiers choisi en concertation avec l'inspection des installations classées. Ce dossier est transmis avant la date prévisionnelle prévue pour le début des opérations de stockage. Ce dossier technique établit la conformité aux conditions fixées par l'arrêté d'autorisation. Il est étayé d'éléments justificatifs quantifiés. »

L'article 201 de ce même arrêté impose que « L'admission des déchets ne peut débuter avant que l'inspection des installations classées n'ait transmis au préfet du Nord le rapport de l'inspection réalisée en application de l'article 26 bis de l'arrêté modifié du 9 septembre 1997 susvisé. »

L'article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 dispose que :

« [...] »

Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :

- de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;
- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).

III. - Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur

la base des vérifications précitées.
[...] »

La visite d'inspection du 15/09/2022 s'inscrit donc dans ce cadre réglementaire.

2-2) Dossier technique et visite d'inspection

La mise en service de nouveaux casiers ou cellules est subordonnée au respect des dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 et des articles 199 et 201 de l'arrêté préfectoral du 09/10/2008.

Par courriel du 12/07/2022, l'exploitant a fait parvenir à l'inspection des installations classées un dossier technique pour la création de la cellule 21 du casier 8b établissant la conformité des aménagements aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/2008 et de l'arrêté ministériel du 15/02/2016. Ce dossier a été complété (Rapport n°A118150_D du 21/09/2022) et transmis à l'inspection le 22/09/2022.

Un programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive des cellules 19 à 22 du casier 8b, tel que prévu par l'article 18, 1er alinéa, de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, avait été adressé à l'inspection des installations classées par l'exploitant par courrier en date du 11/05/2021.

L'inspection avait donné son accord pour la mise en œuvre du protocole de contrôle de la barrière passive par courrier du 20/07/2021.

L'information relative au signalement du début des travaux pour la réalisation de la barrière passive, telle que prévue par l'article 18, 3e alinéa, de l'arrêté ministériel du 15/02/2016, a également fait l'objet d'un courriel à l'inspection en date du 13/07/2021.

Le dossier technique a fait l'objet d'un examen par l'inspection au regard des exigences réglementaires susvisées.

Ce dernier n'a pas appelé de remarque de la part de l'inspection des installations classées.

La visite d'inspection réalisée sur site n'a pas révélé d'écart avec les éléments figurant dans le dossier technique.

2-3) Conclusions

La visite d'inspection du 15/09/2022 a porté sur le récolement des travaux d'aménagement de la cellule 21 du casier 8b du centre de stockage de déchets non dangereux de Lewarde avant mise en exploitation.

Au regard de l'inspection réalisée et du dossier technique présenté à l'issue des travaux validant la conformité des aménagements aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/2008 et de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, l'Inspection des installations classées considère que les conditions de mise en exploitation fixées par l'article 20 de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 et les articles 199 et 201 de l'arrêté préfectoral du 09/10/2008 sont réunies. L'admission des déchets pourra donc débuter dès réception du présent rapport par l'exploitant.